

Le Grain de sable

N° 412 – Mardi 25 mars 2003



GUERRE

Dans ce numéro

1- Notre séjour à Bagdad (Mission de paix asiatique)

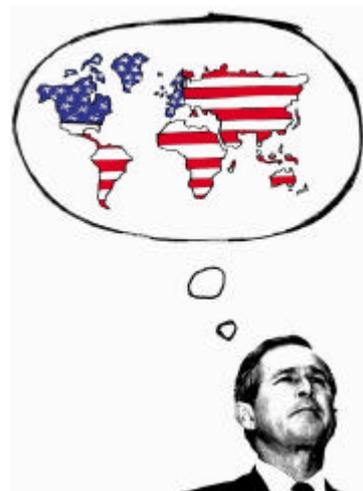
Une mission de paix asiatique, composée de responsables de la société civile et de parlementaires, est allée en Irak à la veille de la guerre, pas seulement pour exprimer la solidarité de l'Asie envers des compagnons asiatiques, mais aussi pour voir par eux-mêmes les conditions de vie réelles du peuple irakien et les possibles effets de la guerre sur la population.

2- Les ambassadeurs des Nations Unies pourront-ils « survivre » à la guerre ? (Par Sarah Anderson)

L'intensité visqueuse de la campagne de pression américaine a partout dans le monde nourri un sentiment d'indignation. Ici, en Amérique, on trouve plutôt cela divertissant. En opposition avec la soi-disant "coalition de la volonté" de Bush, nous avons ici la coalition du porte-monnaie, la coalition des gros billets. Des dessinateurs ont croqué Bush en train d'acheter les membres de la coalition sur E-bay, et ont renommé ses conseillers « Republic of Don » et « Cheneystan ».

3- Au-delà des résolutions : à l'intérieur des syndicats, les forces anti-guerre mobilisent l'opposition (Par Chris Kotalik et William Johnson)

En mars 2003, près de 130 syndicats locaux, 45 conseils travaillistes centraux, 26 corps régionaux, 11 syndicats nationaux/internationaux et le Conseil exécutif du AFL-CIO avaient prononcé des résolutions condamnant les actions de l'administration Bush au sujet de l'Irak avec des degrés différents de critique.



Vous avez- rendez-vous avec ATTAC

Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.

Notre séjour à Bagdad

Une guerre contre les enfants, pas contre Saddam

RAPPORT DE LA MISSION DE PAIX ASIATIQUE EN IRAK DU 13 AU 18 MARS 2003

Traduction. Michel Quinet. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Pour justifier leur guerre en Irak, les Etats Unis ont oscillé entre prétendre que le pays recèle des armes de destruction massive et des terroristes et affirmer que le président est un tyran brutal qui doit être déposé pour libérer le peuple irakien.

La première raison est évidemment irrecevable étant donné qu'il a été démontré que l'argumentation a été construite sur des documents fabriqués, des dossiers falsifiés et des renseignements exagérés. Hans Blix, le chef des inspecteurs de l'ONU en personne a ouvertement accusé les Etats Unis de fabriquer des preuves et il a été rapporté que le FBI et la CIA ont

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Rêve de Bush » par Sansblanc – ali.guessoum@sansblanc.com

protesté contre la manipulation de leurs rapports de renseignement. Clairement les inspections de l'ONU sur les armes a montré et montre encore le désarmement du pays. Il n'y a aucune raison de les arrêter.

Une mission de paix asiatique, composée de responsables de la société civile et de parlementaires, est allée en Irak à la veille de la guerre, pas seulement pour exprimer la solidarité de l'Asie envers des compagnons asiatiques, mais aussi pour voir par eux-mêmes les conditions de vie réelles du peuple irakien et les possibles effets de la guerre sur la population.

L'équipe était dirigée par la députée Loretta Ann Rosales, présidente du comité des Droits de l'Homme de la Chambre des Représentants Philippine. La délégation incluait le député Hussin Amin, aussi membre du Congrès, représentant la province de Sulu où il est prévu d'envoyer des troupes américaines pour les combats à venir, Diata Sari, un responsable ouvrier d'Indonésie, qui a reçu le prestigieux prix Magsasay, Walden Bello, directeur exécutif de « Focus on Global

South », un centre régional de recherche et de défense politique avec des bureaux à Manille, Mumbai et Bangkok et Zulfiqar Ali Gondal de l'Assemblée Nationale pakistanaise.

L'équipe est revenue de Bagdad quelques heures avant la fin de l'ultimatum des Etats Unis convaincus au moins d'une chose: Ce ne sera pas une guerre contre Saddam Hussein. Ce sera une guerre contre le peuple irakien dont la moitié sont des enfants. Ils souffrent de la guerre en cours, basée sur les sanctions économiques, et leur souffrance sera exacerbée par une autre guerre.

De plus, l'analogie souvent réfutée déjà et toujours souvent répétée entre Saddam Hussein et Adolf Hitler qui est utilisée pour exagérer la menace irakienne - et ainsi justifier la guerre - ne tient pas. L'Allemagne à l'époque d'Hitler était la plus avancée des nations industrialisées du monde. Les membres de la mission se sont rendu compte par eux-mêmes que l'Irak, contrairement à ce qui est couramment décrit, est une nation qui a effectivement été mise à genoux. C'est une nation ravagée.

Sont-ce ces populations que vous voulez tuer?

L'équipe est arrivée à Damas le 13 mars, mais n'a pu s'envoler pour Bagdad - après plusieurs heures d'attente à l'aéroport - que vendredi soir.

Après une conversation téléphonique de courtoisie entre les parlementaires et le président de l'Assemblée irakienne le matin du 15, la mission prit aussitôt la direction de l'hôpital pour enfants Al Mansour pour voir par eux-mêmes les pires effets de l'embargo en cours contre le pays.

Durant l'après-guerre du Golfe en 1991, les Etats Unis, sous couvert de l'ONU, ont interdit l'importation par l'Irak de produits dont ils avaient peur qu'ils puissent être utilisés pour fabriquer des armes de destruction massive. En pratique, cela a signifié que l'on a refusé l'accès aux soins à des milliers d'enfants malades. Selon l'ONU, un demi million d'enfants sont morts des suites directes des sanctions économiques.

A l'hôpital, la mission de paix a rendu visite à Salah, enfant de cinq ans atteint de leucémie qui ne peut qu'attendre une mort certaine. Sa vie aurait pu être sauvée s'il avait suivi une radiothérapie, mais les produits chimiques nécessaires étaient en fait hors d'atteinte parce-que les Etats Unis avaient peur qu'ils servent à fabriquer des armes nucléaires. Les cas de cancer se sont accrus considérablement après que les Etats Unis aient utilisé des armes à l'uranium appauvri pour attaquer l'Irak pendant la guerre du Golfe.

La mission a aussi rencontré Murtazan, un enfant de trois ans souffrant de lymphome qui peut continuer à survivre seulement si son traitement est poursuivi, ce qui est très incertain étant donné les approbations

arbitraires et souvent retardées données aux demandes de médicaments.

Selon le Dr. Murtada Hassan, le manque de médicaments a été une catastrophe pour les enfants irakiens. Avant les sanctions de 1989, une moyenne de 56 pour 1000 enfants de moins de cinq ans mourraient chaque année. En 1999 ce nombre a plus que doublé avec 131 pour 1000 enfants. Au seul hôpital du Dr. Hassan, de deux à trois enfants meurent chaque semaine à cause de différents types de cancer et des complications.

"Je me sens vraiment désolé quand je vais dans les salles et que je me tiens devant mes patients" dit le Dr. Hassan aux membres de la mission "je ne peux rien faire pour eux simplement parce-qu'il n'y a pas de médicaments disponibles".

Le Dr. Hassan, qui ne peut pas se permettre d'acheter des livres de médecine récents - encore moins assister à des conférences médicales - fit faire un tour de l'hôpital au membres de la mission. Il expliqua que les pressions économiques causées par l'embargo ont signifié une détérioration des servitudes de l'hôpital. Sur huit ascenseurs, seuls deux fonctionnent. Il n'y a pas de connexion Internet.

Avec un minimum de climatiseur en état de marche, le Dr. Hassan dit que la plupart des chambres de l'hôpital deviendront insupportablement chaude dès que l'été arrivera et des températures aussi élevées que 60°C ont été mesurées. Et Al Mansour est un des plus importants hôpitaux du pays. Les conditions sont bien pires dans la plupart des autres hôpitaux.

Le Dr.Hassan a fait remarquer sur un ton mordant comment les Etats Unis, avec l'utilisation de l'uranium appauvri pendant la guerre ont rendu malades des milliers d'enfants irakiens. Maintenant, avec ce renforcement des sanctions économiques, ils interdisent leur traitement et par suite leur assurent une mort dans les souffrances.

Après avoir rencontré les enfants qui sont en train de mourir dans le pavillon des cancéreux, la mission a été guidée dans la chambre d'art de l'hôpital où le Dr. Hassan leur a montré les peintures et œuvres artisanales de ces enfants irakiens qui sont déjà morts. Accrochés aux murs les peintures de jeunes malades irakiens, accompagnées de la question "Mr. Bush, sont-ce ces populations que vous voulez tuer? " A ce moment, le Dr. Hassan pris quelques images affichées sur les rayonnages et dit: "Celui là est mort la semaine dernière. Nous avons perdu celui-ci le mois dernier".

Suffisamment en bonne santé pour mourir.

La mission de paix se rendit ensuite au siège de l'UNICEF à Baghdad. Là ils furent renseignés plus à fond sur la condition des enfants irakiens par le

représentant de l'UNICEF dans le pays, le Dr. Carel de Rooy. La peinture qu'il en fit était désastreuse et triste.

L'Irak a l'un des taux de mortalité infantile le plus élevé du monde. Durant la dernière décennie, il a eu la plus grande croissance de taux de mortalité - pire que ceux des pays les plus pauvres du monde. Cela n'est pas une surprise, étant donné que l'incidence des maladies évitables s'est accrue de plus de 100% depuis 1990. Cinq millions d'Irakiens ont perdu l'accès à l'eau potable. Quarante pour cent d'entre-eux mangent trop peu. Trois femmes sur cinq sont anémiques. Le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition chronique est, selon les mots de de Rooy "absurdement élevé".

De Rooy insiste sur ce que les sanctions ne sont pas les seules à blâmer. "Mais les sanctions ont lésé, et elles ont lésé démesurément". A la base des malheurs des Irakiens, concède de Rooy, il y a l'embargo économique.

En réponse à l'imminence de la guerre, l'UNICEF est sûre que les Irakiens seront au moins en assez bonne santé pour résister aux maladies que la guerre apportera, dit de Rooy. Si les Etats Unis attaquent de nouveau les centrales électriques et les usines de traitement de l'eau, comme ils l'ont fait en 1991, le résultat sera catastrophique en terme d'hygiène et de développement des maladies.

Ce que l'UNICEF fera en d'autres termes, c'est - étant donné la forte probabilité d'un large développement des maladies - simplement de s'assurer que les enfants seront suffisamment en bonne santé pour mourir.

Le terrorisme réel

Après avoir rendu visite aux malades et aux mourants, la mission est allée visiter les morts.

En février 1991, quand la coalition emmenée par les Etats Unis commença à pilonner Bagdad avec des bombes, un grand nombre de familles se réfugièrent dans l'abri anti-bombes d'Al Amiriya dans l'espoir de survivre à la guerre. Les murs épais de la structure n'offrirent pas une protection efficace.

Vers 4 heures du matin le 12 février, une bombe perforante ("daisy cutter bomb"?) lancée par les Etats Unis tomba sur le toit, perça un trou de trois mètres à travers les planchers et explosa. 407 personnes dont la plupart étaient des femmes et des enfants endormis, furent instantanément tués. C'est un nombre qui "n'intéresse pas vraiment" l'actuel Secrétaire d'Etat Colin Powell - interrogé en 1991 sur le nombre de civils tués dans la guerre.

Les images de ces 407 victimes d'un crime de guerre sont affichées dans certaines des salles de l'abri Al Amiriya, qui est maintenant un musée qui préserve la mémoire de ce à quoi ressemblait l'endroit à la suite

des bombardements. Les murs sont toujours noirs de cendre et de suie. Le grand trou béant à travers le toit et les planchers en est devenu l'attraction principale. Les câbles et les tuyaux tordus et mutilés serpentent entre les piliers. De sombres et épaisses tâches de sang dessinant la silhouette des victimes marquent toujours les planchers.

Au moment où les bombes explosaient, une mère qui berçait son enfant fut violemment projetée contre le mur, laissant une silhouette évoquant "La Madone à l'enfant" sur les tapis noircis du mur.

"C'est le terrorisme réel" remarquait un visiteur en larmes à la vue des images des corps carbonisés retrouvés après le bombardement.

Dans la soirée, la mission eut une conversation téléphonique de courtoisie avec Abdul Razzaq Al-Hashmi, ancien ambassadeur d'Allemagne en France, qui plaida que les sanctions économiques et la menace de guerre a transformé l'Irak en un véritable camp de réfugiés où les gens ne font rien d'autre que manger et dormir.

Plus indépendants

Le jour suivant, le 16 mars, la mission commença la journée en rendant visite au ministère irakien de la santé. Le Dr. Umaid Mubarak, ministre de la santé a travaillé sur les effets de l'embargo et de la guerre. Il raconta comment les bureaux du ministère de la santé étaient parmi ceux qui avaient été bombardés comme cibles militaires pendant la dernière guerre. Pour quelque raison les stocks de médicaments et les dispensaires furent aussi détruits.

Mubarak enrageait contre la manière déloyale et injuste par laquelle les sanctions ont été renforcées et la façon dont le programme "Pétrole contre nourriture" a été exécuté. Sous couvert de ce programme, l'Irak est autorisé à vendre son pétrole et à utiliser ses revenus pour acheter ce dont il a besoin. Mais ce dont il a besoin est défini par un comité de l'ONU virtuellement contrôlé par les Etats Unis.

L'Irak peut seulement faire des demandes pour certaines marchandises, incluant des médicaments, qui doivent recevoir l'aval de ce comité spécial. Ce procédé n'est pas seulement fastidieux, mais il est souvent capricieux. Les demandes pour certains articles qui pourraient théoriquement être utilisés pour fabriquer des armes chimiques mais sont absolument nécessaires pour certains traitements médicaux ont été refusés. 5,2 milliards de dollars de demandes en nourriture et médicaments - gagnés par l'Irak sous forme de revenus pétroliers- sont toujours à livrer à la population qui en a un besoin urgent.

En dépit de cela, Mubarak dit à la mission que le peuple irakien n'est pas seulement obligé de gérer son approvisionnement, il doit aussi devenir plus

indépendant et autosuffisant. "Nous sommes devenus des Irakiens différents depuis 1991" dit-il.

Comme Tybalt

A l'université de Bagdad, les membres de la mission de paix rencontrèrent la communauté académique provocante et résolue à ne pas laisser la guerre s'ingérer dans leur éducation. A la veille de la guerre il y avait des cours comme d'habitude. Les étudiants grouillaient dans les corridors de l'école, jouant au volley-ball dans les cours ou - dans une classe - étudiant Roméo et Juliette de William Shakespeare.

L'équipe alla dans la classe de littérature anglaise et parla avec environ cinquante étudiants du collège, majoritairement des femmes, pour leur demander ce qu'ils pensaient de la guerre qui se prépare.

Les étudiants savaient les raisons de cette guerre et les raisons qui n'en étaient pas. Ils savaient leur histoire par cœur. A propos des déclarations du président Bush affirmant qu'ils allaient bombarder l'Irak pour les libérer, ils rétorquaient que "C'est ce que tous ceux qui ont voulu conquérir l'Irak à travers les siècles ont prétendu.

Les Etats Unis et leurs alliés espèrent que les souffrances causées par l'embargo et la guerre pousseront le peuple irakien à se lever contre Saddam Hussein. Au contraire, ils ont renforcé le soutien qu'il lui apporte. Cela était évident dans la façon dont, étudiant après étudiant ils exprimaient leur soutien au régime et leur dégoût de Bush." Il est comme Tybalt" dit un étudiant, faisant allusion à un personnage de Roméo et Juliette.

Le professeur Abdul Sattar Jawad dit que pendant que certains bâtiments de l'université étaient bombardés en 1991, lui et ses étudiants ont toujours vu l'école comme un refuge. Ils racontèrent comment un candidat en Ph.D défendit sa dissertation même quand les bombes tombaient alentour dans la cité.

Jawad pense que c'est prendre ses désirs pour des réalités que de croire que les Irakiens vont envahir les rues et accueillir leurs "libérateurs" quand ils entreront dans Bagdad. Il dit que l'embargo avait définitivement affecté le système éducatif en rendant difficile l'importation de livres et en rendant impossible pour lui d'assister à des conférences académiques internationales.

Jawad, qui enseigne les auteurs américains comme William Faulkner et F.Scott Fitzgerald, dit qu'il est de plus en plus difficile d'enseigner aux élèves à distinguer entre la culture américaine et l'agression américaine. En face d'un déluge de bombes, demanda-t-il, "Comment puis-je convaincre mes étudiants que la culture américaine ou la démocratie sont bonnes?"

Mais il en est convaincu et, semble-t-il, ses étudiants aussi. Interrogés pour savoir si les livres qu'ils étudient

montrent que les Etats Unis sont fondamentalement agressifs et violents, ils répondent unanimement non. Dans leurs plus fortes déclarations, tous les étudiants étaient d'accord pour continuer à aller à l'école, montrant leur résolution de pas être découragés par la menace de guerre. Rester à la maison, disaient-ils est déjà un signe de désespoir et de soumission.

Solidarité internationale

Après la visite à l'université, la mission se rendit au centre de presse du ministère de l'information, le bâtiment où un grand nombre d'organisations d'information ont installé leurs bureaux et ont même installé des "campements" pour suivre la situation à Bagdad. Pendant la conférence de presse à laquelle assistaient des reporters venus d'Europe, du Canada et du Moyen Orient, la mission discuta de ses objectifs en venant à Bagdad en cette période critique.

La députée Loretta Rosales insista sur les vœux de la mission d'exprimer un message de solidarité des asiatiques pour leurs compatriotes asiatiques, le peuple irakien. Le député Hussin Amin attira l'attention sur le fait que sa région de Mindanao pourrait bien être la prochaine cible de déploiement militaire américain. Zulfikar Gondal répondit aux questions sur le sentiment du peuple pakistanais concernant la guerre. Dita Sari présenta les sympathies du peuple indonésien envers ses frères musulmans qui seront les plus affectés par le conflit.

La conférence de presse fut diffusée le soir par les télévisions irakienne et arabes, permettant à l'équipe de réaliser un des ses objectifs essentiels: apporter directement au peuple irakien la solidarité de l'Asie en ces moments de besoin.

Après cela, quelques membres de la mission se rendirent à la place de la Liberté de Bagdad pour assister à l'inauguration de la peinture murale géante contre la guerre réalisée par le célèbre artiste coréen Choi Byung Soo. Là ils rencontrèrent d'autres délégations de la paix mexicaine, japonaise et coréenne. A ce moment, la mission fut abordée par un homme s'efforçant de leur dire en anglais que les Irakiens étaient très contents de les avoir tous dans leur ville.

Dans la soirée, l'équipe organisa une "nuit de la solidarité asiatique" pour se rassembler et discuter avec les représentants des nombreuses délégations étrangères qui s'étaient rassemblées à Bagdad pour s'opposer à la guerre. Ils partagèrent leurs découvertes, points de vue et plans avec les militants pacifistes provenant d'un échantillon de pays aussi varié que l'Australie, l'Ukraine, la Russie, l'Italie, le Canada, la Suède, la Corée du sud, le Japon, le Royaume Uni et les Etats Unis.

Ils profitèrent de l'occasion pour formellement reconnaître l'inégalable support de Kathy Kelles de

"Voix dans le désert", une association qui a envoyé des groupes d'Américains à Baghdad, incluant des victimes du 9 septembre, de Hang San Jin du mouvement non violent pour la paix de Corée, de WadahQasimy et Hasan al-Baghdadi du ministère des affaires étrangères irakien et de Fahdi Haefashy, consul honoraire de Philippines en Syrie et Grace Escalante, consul général philippin en Irak.

Quelques-uns des délégués étrangers qui étaient en Irak prévoient de rester pendant la guerre. Ils se donnent un taux de 20% de chance de survie si la guerre éclate. Nombre d'entre eux sont déterminés à camper comme "boucliers humains" pour protéger les cibles militaires comme les hôpitaux, les ponts, les installations de production d'électricité et les usines de traitement d'eau. Bombarder ces sites est considéré comme un crime de guerre.

Evacuation

Le programme des activités était décidé indépendamment et discuté par les membres de la mission eux-mêmes - pas imposés ou arrangés par le gouvernement irakien. Entre les événements, la mission eut la chance de discuter avec des Irakiens ordinaires provenant de tous les milieux sociaux - chauffeurs de taxi, garçons de restaurant, fonctionnaires, boutiquiers, policiers, etc. Ces discussions étaient spontanées et avaient lieu au hasard - pas organisées par des gardes du gouvernement.

La nuit du 16 mars, à l'hôtel Palestine où la mission ainsi que de nombreux journalistes étrangers et militants pacifistes résidaient, fut atteint par l'annonce de l'ultimatum de Bush à l'ONU et à Saddam. Beaucoup de délégués pleurer ouvertement et faire leurs adieux à ceux qui partaient et à ceux qui restaient.

L'équipe avait prévu au départ de rester jusqu'à la nuit du 17 mars - peut-être même du 18 - mais à ce moment il avait déjà été annoncé que le vol de retour pour Damas était annulé. Le prix de la location de véhicules pour un voyage terrestre et traverser la frontière avait plus que triplé et il y avait de moins en moins d'assurance de mettre en sûreté les personnels des ambassades, agences de l'ONU, aussi bien que pour les Irakiens en fuite avec le nombre limité de véhicules disponibles. L'évacuation de Baghdad avait commencé avant que la mission n'arrive, mais s'accéléra dans la nuit du 16 mars, la veille de l'expiration de l'ultimatum des Etats Unis à l'Irak de désarmer.

C'est pour cette raison qu'en dépit de l'intention de ses membres de continuer leur d'enquête, la mission fut obligée de faire ses bagages et de partir le lendemain matin, écoutant les conseils insistants et pressants du consul général philippin. Sur la route de Damas, la mission rencontra des voitures transportant des familles fuyant vers une terre plus sûre et formant de longues queues aux stations d'essence.

Comme l'équipe quittait le pays à la frontière irako-syrienne, elle eut l'opportunité de discuter avec des volontaires venus du Maroc, d'Algérie, de Palestine et de Syrie entrant en Irak pour aller combattre les Etats Unis et leurs alliés.

Après un épuisant voyage de 15 heures, la mission de paix arriva à Damas le 18 mars et ensuite repartit pour Manille, Jakarta et Karachi le lendemain.

La mission promis de porter le message du peuple irakien à leur retour dans leurs différents pays: Ce n'est pas une guerre contre les terroristes. Ce n'est pas une guerre contre Saddam. C'est une guerre contre le peuple irakien et particulièrement contre les enfants qui représentent la moitié de la population.

MEMBRES DE LA MISSION

Députée Loretta Ann Rosales, responsable de la mission, Représentante du parti Akbayan! à la chambre des représentants de Philippines et directrice du Comité des Droits de l'Homme.

Professeur Walden bello, directeur exécutif de "Focus on the Global South (Mumbai, Bangkok, Manille)

Zulfiqar Ali Gondal, Membre de l'Assemblée Nationale pakistanaise

Dita Sari, responsable ouvrière d'Indonésie, prix Magsaysay 2001

Député Hussin Amin, représentant du premier district de Sulu à la chambre des représentants de Philippine

Jim Librian et Ariel Fulgado, reporter et caméraman de "The Correspondents", une compagnie de documentaires télévisés

Herbert Docena chercheur associé, Focus on the Global South

Laissez l'Irak et ses enfants vivre

Déclaration de la mission de paix asiatique sur la guerre imminente en Irak

(Damas, le 19 mars 2003)

La mission de paix asiatique en Irak dénonce dans les termes les plus forts possibles la décision des Etats Unis de lancer une opération militaire unilatérale contre les peuples d'Irak.

A la fois le président des Etats Unis Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair proposent comme première justification à leur guerre à venir la "libération du peuple irakien". Nous étions il y a peu à Baghdad pour rencontrer des Irakiens de tous les milieux sociaux et nous n'en avons pas rencontré un seul qui veuille

être "libéré" par les Etats Unis et la Grande Bretagne. En fait, la réaction de la plupart des Irakiens au raisonnement Bush-Blair de libération par l'agression était le plus souvent la même que celle de cette jeune femme de l'université de Baghdad nous donna: "Nous avons été envahis pendant des milliers d'années, et ceux qui nous ont conquis nous ont toujours dit qu'ils voulaient nous libérer".

Ironiquement, le principal but déclaré par Washington à cette guerre semble avoir un effet inverse: au lieu de pousser le peuple irakien contre son gouvernement, il semble le pousser à se rallier autour de lui.

Washington prétend qu'il part en guerre pour désarmer Saddam Hussein. Ce raisonnement s'envole face aux rapports d'inspection des Nations Unies indiquant que l'Irak a substantiellement accru sa coopération dans le processus de désarmement pacifique pendant les dernières semaines.

Il n'y a simplement aucune raison de partir en guerre. Il y a toutes les raisons pour s'opposer à une guerre qui n'est pas approuvée par les Nations Unies.

Le droit international est le mur mince qui sépare les relations civilisées entre les nations de l'anarchie. L'action de Washington va jeter le monde 60 ans en arrière. Comme l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler en 1938, l'invasion par Washington et Londres de l'Irak au mépris des Nations Unies est un acte illégal aux conséquences monumentales. De la même façon que l'action d'Hitler était le dernier coup funeste porté à la Société des Nations, la guerre anglo-américaine contre l'Irak va détruite les Nations Unies en tant que force effective de maintien d'une paix globale.

Nous sommes en colère et nous sommes aussi tristes. Pendant le court moment durant lequel notre mission a été en Irak, nous avons rencontré de nombreux Irakiens, nous nous sommes fait de nombreux amis. C'est le printemps à Baghdad, la saison où la vie renaît. Pourtant, beaucoup parmi ceux que nous avons rencontrés vont perdre la vie dans la guerre qui vient. En fait, des centaines de milliers d'Irakiens vont certainement mourir et des millions d'autres seront blessés ou transformés en réfugiés sans abri par le déchaînement de la puissance américaine.

Baghdad est un joyau de ville, un endroit vrombissant de vie, de rire et de culture. De grandes parties de l'ancienne cité seront certainement écrasées et détruites. Le soi-disant bombardement de précision qui évite les dégâts civils sur une large échelle est une illusion. Il semble au contraire que nous allons être les témoins d'innombrables répétitions du bombardement de l'abri anti-aérien d'Al-Amiriya pendant la guerre du Golfe de 1991, quand une bombe perforante ("daisy cutter bomb") déchira un si grand nombre de dalles pour tuer 407 hommes, femmes et enfants dans un terrible orage de feu.

Nous posons au monde la même question qu'un professeur de l'université de Baghdad nous a posée: "Pourquoi le pays industriel le plus avancé du monde a décidé de détruire la plus ancienne civilisation du monde?"

Le désir de contrôler les champs pétroliers irakiens, qui contiennent la deuxième plus importante réserve prouvée du monde, est une raison importante, mais ce n'est pas suffisant. Il y a aussi l'offensive pour établir un ordre qui assure la prédominance d'Israël sur le Moyen Orient et un ordre global où l'hégémonie des Etats Unis ne puisse pas être remise en cause par une puissance ou une coalition de puissances. Mais cela n'épuise toujours pas les raisons pour lesquelles les Etats Unis sont avides de déclarer cette guerre. Parce qu'il y a aussi, agissant à un niveau originel les dynamiques de la force qui est dans l'amour de soi et exprime ce narcissisme mortel dans la destruction des autres.

Washington veut à tout prix cette agression, mais il ne doit pas s'attendre à ce que l'Irak soit une victoire facile. Au-delà de la routine journalistique des Irakiens, nous avons rencontré la volonté de se battre pour la souveraineté de leur pays. Comme nous a dit un Irakien: "Nous sommes un peuple différent des Irakiens d'avant la guerre du Golfe. En nous forçant à compter sur nous-même, les années de sanctions économiques nous ont endurcis." Que Washington et Londres soient avertis qu'il y a quelques 7 millions et demi de militaires entraînés et beaucoup défendront Baghdad quartier par quartier. Peut-il y avoir un doute sur ce que, face à une agression, ils fassent la bonne chose? Dans une situation similaire, la résistance ne serait-elle pas aussi notre devoir sacré?

La puissance va affronter la morale et la moralité à Baghdad et la puissance n'est pas sûre de triompher facilement.

La guerre est sur le point de commencer. Nous, de la mission asiatique pour la paix, nous nous joignons au monde pour faire une dernière demande aux Etats Unis et à la grande Bretagne pour qu'il ne lancent pas leur agression. Nous faisons cela au nom des enfants d'Irak. Nous demandons qu'au lieu de déclarer la guerre, ils rejoignent le reste du monde pour lever les sanctions économiques paralysantes qui ont transformé un pays qui avait une population d'enfants en relativement bonne santé en une population grandement mal nourrie qui sera dévastée par l'impact d'une guerre qui promet d'être longue.

Nous appelons la communauté des nations de monter une dernière offensive pour faire pression sur la force pour qu'elle ne démantèle pas la machinerie pour la maintenance de la paix globale qui fut construite péniblement au cours des 58 dernières années.

Nous n'insisterons jamais assez sur le fait que si nous ne restons pas fermes maintenant contre l'agression

impudente, le sort de l'Irak aujourd'hui pourrait bien notre sort demain.

Nous sommes maintenant des Irakiens

Mission de paix asiatique à Bagdad, 14 -17 mars 2003.

Loretta Ann Rosales, responsable de la mission, représentante du parti Akbayan! à la chambre des représentants de Philippines et directrice du Comité des Droits de l'Homme.

Zulfiqar Ali Gondal, Membre de l'Assemblée Nationale pakistanaise

Hussin Amin, représentant du premier district de Sulu à la chambre des représentants de Philippine

Dita Sari, responsable ouvrière d'Indonésie, prix Magsaysay 2001

Walden bello, directeur exécutif de "Focus on the Global South, Thailand, Philippines et Inde

Herbert Docena, Jim Librian et Ariel Fulgado, personnel de la mission

Les ambassadeurs des Nations Unies pourront-ils « survivre » à la guerre ?

Par Sarah Anderson, membre de Institute for Policy Studies et co-auteure du compte-rendu « Coalition consentante ou coalition contrainte ? »

Traduction. Alexandre Bergh. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Une nation enthousiasmée par la « télé réalité » n'a qu'à s'intéresser à ce qui se passe au Conseil de Sécurité de l'ONU si elle veut de la vraie tragi-comédie.

La discussion à propos du vote prochain concernant guerre en Irak, avec ses intrigues, ses vieilles alliances qui se disloquent comme du vieux tissu, ses petites combines, ses promesses de vengeance, peut faire penser à des émissions comme « Survivor » ou « Marry a millionaire ». *

* note de traduction : Survivor et Marry a Millionaire sont des émissions de télé-réalité américaine. De la première s'inspire le Koh Lanta français et dans l'autre la gagnante du jeu peut se marier avec un homme très riche)

Une fuite de l'Observateur de Londres a rendue publique une note officielle américaine qui planifiait depuis le mois dernier la surveillance des résidences et des bureaux des ambassadeurs des pays élus au Conseil de Sécurité.

Les espions américains écoutent les discussions privées des ambassadeurs, en espérant découvrir des éléments qui pourraient les aider dans leur manœuvres

pour parvenir à un vote permettant la guerre en Irak. Les premières cibles de l'attaque microphonique sont les ambassadeurs des six pays ayant un siège non permanent au Conseil (Angola, Cameroun, Chili, Bulgarie, Guinée et Pakistan).

Bien que le Mexique ne faisait pas partie des pays concernés par les microphones, il a souffert d'une encore plus grande humiliation publique. Les jours où le président Bush et le président mexicain Vicente Fox se promenaient ensemble en bottes de cow-boy sont de l'histoire ancienne. Dans un ballet "survivor-esque", Bush a attaqué son ami par l'envoi la semaine dernière d'un délégué cachant mal les conséquences néfastes envisagées en cas de réaction à l'opposition déclarée de Fox à la guerre. D'après le Washington Post, l'ambassadeur Tony Garza a dit que le Mexique pourrait s'attendre à de vrais problèmes en ce qui concerne la législation américaine sur des sujets comme l'immigration et le commerce s'il votait de façon contraire à la résolution américaine autorisant la guerre.

Si vous vous demandiez si le "célibataire" Bush choisirait la guerre plutôt que le libre échange, allez simplement regarder ce qui se passe avec le membre du Conseil de Sécurité "Chili". En décembre dernier, les EU et les négociateurs chiliens ont établi un accord d'échange, promis 10 ans plus tôt au Chili.

Malheureusement pour le gouvernement chilien, le Chili était au Conseil de Sécurité ce même mois et le président Bush n'a pas soumis l'accord à l'approbation du Congrès, le soutien du Chili pour la guerre étant le prix à payer pour qu'il le fasse.

L'intensité visqueuse de la campagne de pression américaine a partout dans le monde nourri un sentiment d'indignation. Ici, en Amérique, on trouve plutôt cela divertissant. En opposition avec la soi-disant "coalition de la volonté" de Bush, nous avons ici la coalition du porte-monnaie, la coalition des gros billets. Des dessinateurs ont croqué Bush en train d'acheter les membres de la coalition sur E-bay, et ont renommé ses conseillers « Republic of Don » et « Cheneystan ».

Mais cette catastrophe en ce qui concerne le vote devrait être plus qu'un divertissement pour les Américains. Le but de l'Administration Bush est que l'effort de guerre apparaisse comme un multilatéralisme original. C'est important pour Bush, car presque tous les sondages montrent que les Américains ne veulent pas partir en guerre seuls. Les Américains devraient s'indigner d'un « consensus » aussi fallacieux que les millions de Joe le millionnaire.

Si les gens s'intéressaient vraiment aux Nations Unies, alors ils devraient aussi s'intéresser à l'intégrité des actions des Nations Unies, surtout quand tant de vies sont en jeu. Le président Bush a alerté l'ONU en disant qu'elle était en train de perdre sa légitimité si elle n'autorisait pas la guerre en Irak. Mais quelle sera la légitimité de l'organisation si ses décisions ne sont pas

fondées sur le droit international mais résultent de corruption, d'intimidations et d'écoutes secrètes ? Même si l'Administration gagne la seconde résolution, leur campagne de gesticulation maladroite garantie que le résultat sera vu comme une mauvaise plaisanterie.

Une chose que les chaînes de télé aiment avec la télé réalité, c'est que la production ne coûte jamais cher. Ce n'est cependant pas la même chose pour la guerre de Bush - ces gesticulateurs offrent des cargaisons d'argent du contribuable pour acheter le soutien à la guerre. Le gouvernement turc, par exemple, a reçu une allocation de 6 milliards de dollars en échange de son soutien à la guerre et de son accord pour l'utilisation de ses bases par les Américains. Si la réponse finale des Turcs est « non », l'administration devrait réfléchir à utiliser de l'argent pour acheter le soutien des communautés américaines ayant besoin d'argent, plus de 120 d'entre elles ayant déjà confirmé des résolutions s'opposant à une guerre préventive.

Dans le dernier épisode, les Ambassadeurs des Nations Unies et les dirigeants nationaux des pays du Conseil de Sécurité se maintenaient étonnement bien devant l'assaut américain. Leur force s'appuie sur l'opposition écrasante des peuples à la guerre, pas seulement dans leurs propres pays, mais aussi dans le monde entier. Alors que l'intrigue de notre histoire arrive au grand vote final, les Américains devront montrer qu'ils attendent plus de leur Président que des petites combines dignes de « Survivor ». Ils veulent un engagement pour un vrai multilatéralisme et une vraie démocratie. Si les Etats-Unis veulent être un vrai leader mondial, alors, il n'y a rien d'autre à atteindre.

Sarah Anderson

Plus d'information: www.ips-dc.org/coalition.htm

Contact pour cet article saraha@igc.org

Article publié pour la 1^è fois le Lundi 10 mars 2003 par Commondreams.org

Au-delà des résolutions : à l'intérieur des syndicats, les forces anti-guerre mobilisent l'opposition

Par Chris Kotalik et William Johnson

Traduction. Ingrid Haegeman. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Depuis quelques mois une sensation de dynamisme grandissante, quoique inégale, contre une guerre imminente en Irak s'est répandue à travers le mouvement travailliste aux Etats-Unis et dans le monde.

Avant l'automne 2002, l'opposition syndicale à la guerre était isolée dans des foyers organisés à prime abord dans de petits comités anti-guerre ad hoc de grandes villes tels que Les travaillistes de New York contre la guerre et le Comité travailliste pour la paix et la justice de la Baie de San Francisco.

Plus tard dans l'automne, un nombre grandissant de résolutions anti-guerre sont venues de groupes travaillistes américains. D'abord provenant de quelques fédérations dispersées, elles sont venues après de groupes plus importants. Les premières résolutions de grands corps tels que la Fédération californienne des enseignants, SEIU local 1199, et le Teamsters, local 705 ont ouvert la voie à d'autres syndicats pour s'engager dans cette cause. Le 11 janvier 2003 une centaine de représentants se sont rencontrés pour créer un seul corps national, les Travaillistes américains contre la guerre, soit USLAW (U.S. Labor Against the War).

En mars 2003, près de 130 syndicats locaux, 45 conseils travaillistes centraux, 26 corps régionaux, 11 syndicats nationaux/internationaux et le Conseil exécutif du AFL-CIO avaient prononcé des résolutions condamnant les actions de l'administration Bush au sujet de l'Irak dans des degrés différents de criticisme.

L'opposition à la guerre visait le prix énorme à payer – prix en vies de travailleurs et dollars d'impôts – et la peur que l'administration Bush utiliserait la guerre comme prétexte pour brimer encore plus les droits des travailleurs. Ce sont particulièrement les syndicats des travailleurs du secteur public qui ont sonné l'alarme au sujet des coupures budgétaires inévitables qui feront inmanquablement mal au public et à leurs propres membres.

Cette marée de résolutions – tout en étant efficaces pour créer de l'espace politique aux travailleurs et syndicats pour se proclamer contre la guerre – ne s'est pas traduite de façon égale dans une mobilisation forte des syndiqués de la masse.

Ron Lare, un ancien représentant du syndicat UAW, local 600, à Dearborn au Michigan, parle des difficultés rencontrées dans sa fédération même après l'adoption de la résolution : « Dans certaines fédérations, dont la mienne, il n'y a pas eu de discussion à travers la fédération, ni même de la publicité des résolutions anti-guerre avant ou après leur adoption. Est-ce qu'une fédération est « anti-guerre » si ses membres ne savent pas qu'elle l'est ? »

Dans certaines fédérations, une résolution a connu de l'opposition après son adoption parce que certains membres n'approuvaient pas le fait que le syndicat se prononce sur un sujet discutable. Ils disaient soit « Puisque la guerre est sur le point d'être déclarée, le pays devrait s'unir derrière nos soldats » ou encore « le Président a raison de vouloir chasser Saddam Hussein ».

Certains présidents de fédération ont dit que leur syndicat ne devrait pas parler de la question de la guerre par respect pour les sentiments du comité local des vétérans. Il n'est pourtant pas manifeste que les comités de vétérans soutiennent généralement de façon proactive des plans de guerre.

Dans la fédération Région 1 du syndicat UAW, à Détroit, le directeur régional a invité certains comités de vétérans à rencontrer l'ancien membre du Congrès, M. David Bonior, lui-même un vétéran et un opposant à la guerre en Irak. Les vétérans ont été impressionnés par les arguments de M. Bonior.

Comme la menace de guerre est devenue plus évidente vers la mi-mars, plusieurs syndicats sont allés plus loin que la proposition de résolutions en exprimant plus directement et de façon plus organisée des sentiments anti-guerre.

ACTION INTERNATIONALE

L'action travailliste anti-guerre a été bien plus militante en dehors des Etats-Unis. Le 11 mars, des débardeurs italiens ont fait la grève pendant la dernière heure de leur quart de travail pour protester contre l'utilisation militaire américaine des ports italiens. Près de Livorno en Italie des débardeurs et travailleurs de chemins de fer (avec le soutien de leur syndicat) ont refusé de transporter et de décharger des approvisionnements militaires américains, pendant qu'en Ecosse, deux ingénieurs de train ont refusé d'embarquer ou d'opérer une locomotive transportant des approvisionnements destinés à une base militaire sur la Côte Ouest du pays.

Le syndicat britannique des ingénieurs (Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen) a donné son soutien à ces travailleurs et a annoncé aussi que des actions similaires pourront encore arriver. Les cinq syndicats britanniques les plus importants ont dit qu'il y aurait des grèves surprises si la guerre a lieu. La CGIL, le plus grand syndicat d'Italie, a promis une grève générale immédiatement après une déclaration de guerre à l'Irak.

IG Metall, le plus important syndicat en Allemagne, a fait un appel similaire, encourageant ses 2,6 millions de membres dans l'industrie métallique d'arrêter le travail pendant 10 minutes le 14 mars pour protester contre la guerre. Cet appel a été secondé par l'ETUC (le AFL-CIO européen) qui a indiqué le 14 mars comme une journée pendant laquelle leurs membres pourraient faire des arrêts de travail à travers le continent.

Le syndicat australien, Construction Forestry Mining and Energy Union a averti que 10.000 de ses travailleurs vont participer à une grève dans les sites de construction le jour où la guerre contre l'Irak commence.

En même temps, au Pakistan, un pays dont le soutien à une guerre dirigée par les Etats-Unis est vu comme crucial, le syndicat All-Pakistan Trade Union Federation a montré une forte opposition à la guerre. Rubina Jamil, le président du syndicat (qui représente plus de cinq millions de travailleurs pakistanais) a demandé des actions allant de rassemblements à des grèves de la faim devant des ambassades américaines.

AUX ETATS-UNIS

Les activistes travaillistes américains ont agi de façon beaucoup plus modeste pour aller au-delà des résolutions.

Les Travaillistes américains contre la guerre, USLAW, dans un effort de dernière minute pour créer plus de dynamisme avant une guerre, a voulu organiser une « journée travailliste pour la paix » le 12 mars. Les actions de cette journée devaient être des protestations locales et des efforts pour informer les gens sur les lieux de travail en distribuant des dépliants, des épinglettes et des auto-collants. On devait encourager des réunions pendant le dîner et dans les salles syndicales. Les activités de cette journée seraient vues comme le tremplin pour des manifestations nationales à Washington et à San Francisco le 15 mars.

Joe Fahey, le président de Teamsters, local 916 et co-président de Teamsters for a Democratic Union, a participé à des actions à Monterey en Californie le 12 mars. D'après M. Fahey, des activistes travaillistes ont fait le tour des lieux de travail, des écoles et un conseil municipal pour parler aux travailleurs et dirigeants politiques de la nécessité de s'opposer à la guerre. En visitant le local syndical des enseignants, la délégation a été surprise de voir les membres préparer des paquets d'informations sur la guerre. « Les gens prennent beaucoup plus d'initiatives individuelles que nous pensions » dit M. Fahey. « C'est un beau moment pour nous dans le mouvement travailliste de sortir et parler aux gens. »

Alors que beaucoup d'actions du 12 mars étaient limitées à des événements locaux dans les lieux de travail, il y avait un niveau de coordination entre les groupes au niveau national supérieur à ce qu'on avait vu dans les mois précédents. Une semaine avant le 12 mars, des représentants de conseils travaillistes centraux américains se sont rencontrés pour discuter des plans pour la journée. Quelques syndicats internationaux comme l'American Postal Workers Union et UNITE, ont suivi l'appel et ont encouragé leurs membres à participer.

D'après les organisateurs de USLAW, l'idée d'une journée travailliste contre la guerre est née dans une réunion internationale commanditée par USLAW le 19 février de dirigeants syndicaux intéressés à coordonner une série internationale d'actions contre la guerre.

D'importants contingents travaillistes étaient planifiés pour les grands rassemblements du 15 mars. Des membres du Syndicat des enseignants de Washington, une fédération AFT, par exemple, se sont unis sous une bannière syndicale. Liz Davis, une des organisatrices de ce groupe, croit que « les enseignants ne veulent pas cette guerre à cause des millions de vies qui seraient perdues et les milliards de dollars qu'on enlèverait à l'éducation publique ».



Le 16 mars USLAW a appuyé un rassemblement à Chicago pour dire « NON à la guerre en Irak (et) OUI aux dépenses pour les familles américaines qui travaillent. » La fin de semaine suivante Les Travailleuses pour la paix et la justice de la Baie du Sud ont planifié une session d'information anti-guerre pour les travailleurs et autres intéressés pour apprendre plus sur l'impact qu'une guerre aurait sur les Américains qui travaillent.

Le travail d'information, allant de sessions informatives à la distribution de pamphlets ou des discussions dans les fédérations, pourrait être la clé de la mobilisation des travailleurs américains. Comme le dit M. Lare : « Il y aura des responsables qui n'aiment pas les débats houleux. On fera des motions pro-guerre. Il y aura des responsables que ne seront pas réélus. Mais sans la démocratie, les résolutions ne deviendront pas des mouvements, et ne survivront pas lorsque les premiers tirs se feront. »

Pour cet article, contacter Marsha Niemeijer à marsha@labornotes.org

Publié en collaboration avec "Labor Notes" Labor Notes est un mensuel basé à Detroit, USA. Notre objectif est de revitaliser le mouvement des travailleurs. Nous donnons des nouvelles sur le mouvement des travailleurs que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Des informations sur des actions à la base, les tactiques nouvelles de syndicalisation, les conflits du travail au niveau international, les travailleurs migrants et les problèmes auxquels certains leaders syndicalistes préféreraient ne pas toucher. Souscrivez et vous recevrez une copie de Labor Notes dans votre courrier ! Pour toute information sur la souscription : www.labornotes.org

(*) coordintrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.



Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 26-03-2003 >> 02-04-2003



<http://attac.org/rdv/index.html>

26/03

AUSTRIA : <http://www.attac-austria.org/termine/termine.php>

Wien + Graz

FRANCE : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Grenoble + Rennes

NORGE : <http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php>

Gunerlokka-Sofienberg

27/03

AUSTRIA : <http://www.attac-austria.org/termine/termine.php>

Braunau + Bludenz

BELGIQUE-BELGIE : <http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index>

Bruxelles + Huy

DANMARK : <http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp>

Frederiksberg

28/03

BELGIQUE-BELGIE : <http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index>

Bruxelles

FRANCE : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Arras

29/03

DEUTSCHLAND : <http://www.attac.de/termine/index.php>

Rhein-Main-Airbase

FRANCE : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Grenoble + Mende + Brest + Paris (Colloque Santé) + Amiens + Lyon + Cergy Pontoise

SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6

Genève (Manifestation internationale devant l'OMC)

31/03

AUSTRIA : <http://www.attac-austria.org/termine/termine.php>

Linz + Wien

FRANCE : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

La Rochelle

01/04

DANMARK : <http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp>

København

FRANCE : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

St Brieuc + Saint Dié + Romorantin + Paris (festival Images mouvementées) + Tregunc + Lyon + Nantes

NORGE : <http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php>

Oslo

SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6

Lausanne

SVERIGE : <http://www.attac.nu/index.php?sc=340,1>

Stockholm

02/04

AUSTRIA : <http://www.attac-austria.org/termine/termine.php>

Gotzis



FINLAND : <http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri>

Vantaa

FRANCE : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Grenoble + Paris (Festival Images mouvementées) + Paris 15 + La Rochette + Quimper + Paris 10

SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6

Lausanne